



L'Espagne de Zapatero : quel bilan ?

29 février 2008

Alors que la campagne électorale bat son plein en Espagne avant les élections législatives du 9 mars prochain, la situation économique alimente largement les débats entre socialistes et conservateurs. Les premiers mettent en avant le bon bilan de Zapatero depuis 2004 : 2,8 millions d'emplois créés, une croissance de 3,8% en moyenne (contre 2,2% dans la zone euro), un rattrapage du PIB par habitant de l'Italie (à 94% de celui de l'UE à 15), la poursuite de l'assainissement budgétaire (avec un excédent de 2,2% du PIB en 2007 et une dette qui se réduit et n'est plus que de 36% du PIB), des revalorisations du salaire minimum et des pensions minima. Les seconds se focalisent sur les derniers indicateurs qui font état d'un ralentissement de l'économie après plus d'une décennie de forte croissance -reposant sur une dynamique d'endettement des agents privés liée à la baisse des taux d'intérêt- et sur certains déséquilibres plus d'actualité que jamais¹ : les signes de retournement sur un marché immobilier surévalué s'accumulent, le taux de chômage est en hausse (à 8,5%), l'inflation a atteint son plus haut niveau depuis une décennie (à 4,4% en janvier), érodant le pouvoir d'achat des ménages, et le déficit courant atteint des records (environ 10% du PIB en 2007 et le plus grand déficit mondial derrière les Etats-Unis).

Depuis 2004, Zapatero s'est employé à soutenir tant l'offre que la demande. De nombreuses réformes ont été menées à bien² : réforme du marché du travail, loi sur la dépendance, réforme fiscale, réforme des retraites (qui durcit les conditions d'accès à la retraite et à une retraite partielle et favorise la poursuite de l'activité après 65 ans). L'accent a aussi été mis sur les dépenses publiques de recherche et de développement (en hausse de 0,4 point de PIB depuis 2004), le logement et les revalorisations de prestations sociales, l'Espagne consacrant moins à ces dépenses que ses partenaires européens.

Le salaire minimum et les pensions minima ont été nettement revalorisés depuis 2004 (d'environ 30% en termes nominaux, soit 12% en termes réels). Pour la prochaine législature, les socialistes ont promis une hausse similaire. Une loi sur la dépendance garantissant un certain nombre de prestations est entrée en vigueur en 2007 pour les personnes les plus dépendantes avec une montée en puissance progressive prévue jusqu'en 2015, date à laquelle la totalité des personnes dépendantes devrait être assistée.

Le logement était l'un des chevaux de bataille du gouvernement, l'offre locative privée étant très réduite et les logements sociaux en location étant quasi inexistant. Outre les aides à l'accession pour les faibles revenus et celles pour stimuler la location, le gouvernement a mis l'accent sur la hausse de la construction de logements subventionnés, avec 95 000 logements sociaux commencés en 2006 (soit 12,5% des mises en chantier). Alors que la part des constructions de logements sociaux destinés à la location atteint désormais environ 30%, l'objectif est de la porter à 50% d'ici 5 ans pour qu'à terme le parc social soit principalement locatif, comme en France. Les mesures qui ont été prises dans ce domaine n'auront toutefois un impact qu'à moyen terme, étant donnés notamment les délais de construction.

Pour lutter contre la précarité, autre fléau de l'économie espagnole depuis que le recours au travail temporaire a été libéralisé en 1984, un accord a été signé avec les partenaires sociaux en mai 2006. Les mesures adoptées s'inscrivent dans la lignée de la réforme menée par Aznar en 1997 pour favoriser les créations d'emplois permanents (CDI) : baisse des cotisations sociales sur les CDI, bonifications temporaires (3-4 ans) pour les nouveaux CDI en cas d'embauche de certaines catégories de chômeurs, baisse des indemnités de licenciement sur certains CDI. Ces mesures ont mis fin à la dégradation observée depuis 2003 et la part de contrats temporaires (CDD) dans l'emploi salarié a baissé de 33,3% en moyenne en 2005 à 30,9% fin 2007. Il reste à vérifier si cette embellie sera durable, l'objectif de Zapatero d'un taux de CDD de 25% en 2012 paraissant difficile à atteindre.

Une réforme fiscale est entrée en vigueur en 2007 et 2008. Pour l'impôt sur le revenu, elle a conduit à une réduction du nombre de tranches, à un abaissement du taux marginal supérieur et à une hausse du seuil de non imposition avec la revalorisation des abattements. Selon les estimations officielles, la baisse moyenne de l'impôt sur le revenu est de 6%. Cependant, du fait de la non indexation automatique des barèmes d'imposition et des abattements sur l'inflation, l'impact de cette réforme pourrait dès 2008 être

^[1] Pour plus de détails, voir l'article : "[La croissance espagnole est-elle soutenable?](#)"

^[2] Pour plus de précisions, voir l'article : "[L'Espagne de Zapatero : rupture ou continuité ?](#)"

effacé pour la plupart des ménages. Concernant l'impôt sur les sociétés, outre l'élimination progressive de la plupart des abattements, la réforme introduit une baisse du taux général de 35% à 30% et du taux applicable aux PME de 30% à 25%, l'objectif étant d'améliorer la compétitivité. Le créneau fiscal fait l'objet d'une véritable surenchère des deux principaux partis pour séduire les électeurs, alors même que le taux de prélèvements obligatoires espagnol est déjà inférieur à la moyenne européenne (respectivement 37% et 41,2% en 2006). Zapatero a annoncé que la baisse des impôts directs se poursuivrait s'il restait au pouvoir et que sa première mesure fiscale serait de supprimer l'impôt sur le patrimoine.

Au final, les réformes qui sont entrées en vigueur ont constitué des avancées réelles (principalement en matière sociale et de compétitivité des entreprises), mais pas d'une ampleur suffisante pour modifier en profondeur le fonctionnement de l'économie espagnole. Les réformes les plus ambitieuses ont été repoussées, dans l'attente notamment que les négociations avec les partenaires sociaux aillent plus avant. Les marges de manœuvre budgétaire actuelles seront en tout cas bienvenues pour le prochain gouvernement pour tenter de limiter le ralentissement économique en cours.

Sabine Le Bayon